

Région Île de France
Département du Val d'Oise

Écouen

Musée national de la Renaissance

Château d'Écouen

*Aménagement des deux logements de fonction de la
maison du Jardinier*

**Marché public de travaux passé selon une procédure adaptée
Applicable à l'ensemble des lots**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître d'ouvrage : **Musée national de la Renaissance**
Château d'Écouen
95440 Écouen

Maître d'œuvre : **LUME Architecte**
M. Quentin Leclere
9 avenue Gambetta
75020 Paris

I. Objet du marché – Dispositions générales	4
I.1. Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile du titulaire	4
I.2. Allotissement	4
I.3. Intervenants	4
II. Pièces constitutives du marché.....	5
III. Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation des prix – Règlement des comptes	6
III.1. Répartition des prix.....	6
III.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	6
III.3. Variation des prix	8
III.4. Transmission des demandes de paiement	9
III.5. Paiement des sous-traitants	9
III.6. Forme particulière de la remise des projets de décomptes.....	10
IV. Délais d'exécution - Pénalités	10
IV.1. Délais d'exécution des travaux	10
IV.2. Prolongation des délais d'exécution.....	11
IV.3. Pénalités pour retard	12
IV.4. Pénalités spécifiques	13
IV.5. Délais et retenues pour absence de remise de documents à fournir	13
IV.6. Panneau de chantier	14
IV.7. Sanctions pour manquements vis-à-vis d'une obligation relative à la santé et la sécurité des travailleurs.....	14
V. Clauses de financement et sûretés	14
V.1. Retenue de garantie - Cautionnement	14
V.2. Avance obligatoire.....	14
V.3. Avance facultative	14
VI. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	15
VI.1. Provenance des matériaux et des produits	15
VI.2. Mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunts	15
VI.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et des produits	15
VI.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage	15
VII. Implantation des ouvrages	15
VII.1. Piquetage général	15
VII.2. Piquetage spécial des ouvrages à réaliser	15
VIII. Préparation, coordination et exécution des travaux.....	15
VIII.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	15
VIII.2. Plans d'exécution – Notes de calcul – Études de détail	16
VIII.3. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	16
VIII.4. Organisation des mesures particulières concernant la santé et la protection de la santé	16

VIII.5. Organisation et sécurité du chantier	18
VIII.6. Autorisations administratives	18
IX. Contrôle et réception des travaux	18
IX.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	18
IX.2. Réception	18
IX.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	18
IX.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	18
IX.5. Documents fournis après exécution	18
IX.6. Délais de garantie de parfait achèvement	19
IX.7. Garanties particulières	19
IX.8. Assurances	19
IX.9. Contrôle technique réglementaire	19
IX.10. Résiliation du marché	19
IX.11. Possibilité de recours ultérieur à des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires	19
X. Développement durable	19
X.1. Clause d'insertion sociale	19
X.2. Clause environnementale générale	19
XI. Dérogations aux documents généraux	20

Le présent CCAP est complété par l'acte d'engagement pour des stipulations plus précises et par la notice d'organisation du chantier, figurant en annexe du CCAP.

I. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

I.1. Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile du titulaire

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent les travaux d'aménagement des deux logements de fonction de la maison du Jardinier du château d'Écouen.

Le domaine du château d'Écouen est classé en totalité au titre des monuments historiques. Les sols et toutes les constructions sont inclus dans cette protection.

Le lieu d'exécution des prestations est la commune d'Écouen (95).

Le titulaire est tenu d'élire domicile à proximité des travaux. À défaut d'indication dans l'acte d'engagement, du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du lieu d'exécution jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

I.2. Allotissement

L'opération comporte 5 lots :

- Lot n°1 : Installations de chantier / Démolitions / Gros œuvre
- Lot n°2 : Plâtrerie / Peinture / Revêtements de sols durs
- Lot n°3 : Menuiseries intérieures
- Lot n°4 : Électricité CFO/CFA
- Lot n°5 : Plomberie / CVC

I.3. Intervenants

Maître d'ouvrage	État – Ministère de la Culture – Direction générale des patrimoines et de l'architecture Musée national de la Renaissance – Château d'Écouen Représenté par M. Thierry Crepin-Leblond, directeur Château d'Écouen 95440 Écouen Téléphone : 01 34 38 38 50 Courriel : ecouen@culture.gouv.fr
Assistant au maître d'ouvrage	VADE'MECUM Bureau Centre Château de Beaurouvre – Lieu-dit Beaurouvre 28120 BLANDAINVILLE Téléphone : 06 70 31 22 44 Courriel : luca.funaro@vade-mecum.fr
Maître d'œuvre	LUME Architectes M. Quentin Leclere 22 rue Jules Verne 75011 Paris Téléphone : 06 21 15 05 89 Courriel : gleclere@lume-architectes.com

OPC	Pangéa Design et Ingénierie 250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris 01 44 94 27 27 Courriel : contact@pangeadesign.fr
Contrôle technique	Sans objet
Coordination SPS	Qualiconsult Sécurité 16 rue de la République 95570 Bouffemont Courriel : bouffemont.qcs@qualiconsult.fr
Autres	<p>Le domaine du château d'Écouen est classé en totalité au titre des monuments historiques. Les sols et toutes les constructions sont inclus dans cette protection. A ce titre, la DRAC assure le contrôle scientifique et technique (CST) des travaux.</p> <p>Direction régionale des affaires culturelles d'Île de France Conservation régionale des monuments historiques 45-47 rue Le Peletier 75009 Paris Téléphone : 01 56 06 50 00</p>

II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini au point III.3. de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- a. L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par modification de marché ;
- b. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- c. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) comprenant la description des ouvrages et les spécifications techniques ;
- d. Les normes françaises homologuées ou équivalentes citées dans les CCTP ;
- e. Les décompositions des prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- f. Le plan général de coordination (PGC) et ses annexes ;
- g. Les calendrier général et détaillé des travaux ;
- h. Le projet architectural avec ses documents graphiques établis par le maître d'œuvre et listés, ainsi que l'autorisation de travaux associée (cette dernière n'est pas jointe au DCE) ;
- i. Le mémoire technique établi par le soumissionnaire et remis dans le cadre de la consultation ;
- j. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- k. Le ou les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du présent marché ;
- l. Les fascicules techniques et modes de métré édités par le Ministère de la Culture ;
- m. Les recommandations du comité technique national (CTN) B (industries du bâtiment et travaux publics) de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

III. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

III.1. Répartition des prix

Les paiements sont répartis entre le titulaire et les éventuels sous-traitants payés directement comme cela est indiqué dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque membre du groupement.

En cas de groupement solidaire d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement indique le compte bancaire commun à tous les membres du groupement ouvert spécifiquement pour ce groupement momentané.

III.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les prix du marché sont hors TVA.

III.2.a. Contenu des prix

- Les prix afférents au lot assigné au titulaire ou au mandataire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1 du CCAG Travaux ;
- Ils sont établis en tenant compte de l'exécution simultanée des autres lots visés au point I.2 du présent CCAP ;
- En complément de l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre également les spécificités dues à des travaux de restauration d'un édifice protégé au titre des Monuments Historiques, sujétions édictées dans les CCTP ;
- Ils sont établis en considérant comme incluses toutes les intempéries normalement prévisibles et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

NATURE DU PHÉNOMÈNE	INTENSITÉ LIMITE	DURÉE LIMITE
Pluie	10 mm/jour	2 jours consécutifs
Vent	60 km/h	Entre 7h et 18h
Neige	1 cm/jour	Entre 7h et 18h
Température max sous abri	+ 35°C	Entre 7h et 18h
Température mini sous abri	- 5°C	Relevés sur une période de 24h depuis la veille du jour concerné

- Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du site du chantier.

III.2.b. Compte prorata

Font l'objet d'une répartition entre tous les entrepreneurs lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération, proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de remise en état de la voirie, des réseaux divers détériorés lorsqu'il y a impossibilité d'en connaître le responsable ;

- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé ;
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Frais de nettoyage des espaces, après injonction préliminaire du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre de nettoyage, et non réalisation, lorsqu'il y a impossibilité de reconnaître le responsable du non-nettoyage ;
- Frais spécifiques mentionnés dans les documents CCTP, et plus particulièrement celui du lot 1.

L'entrepreneur principal chargé de gérer et de procéder au règlement des dépenses communes de chantier est le titulaire du lot n°1 – installations de chantier/démolitions/gros œuvre.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'aimable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

III.2.c. Facilités particulières

Il n'y a pas de facilités particulières accordées au titulaire.

III.2.d. Règlement des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés, conformément à l'article III.1 de l'acte d'engagement, soit :

- Par application de prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, détail estimatif de chaque lot et aux quantités réellement mises en œuvre ;
- Par application d'un prix global forfaitaire dont le libellé est donné sur le cadre de décomposition du prix global forfaitaire.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise de l'offre, le titulaire fournira dans les délais qui lui seront indiqués, à compter de la demande du maître d'ouvrage, un sous-détail des prix désignés par le maître d'ouvrage.

III.2.d.i. Travaux non prévus

Le présent paragraphe concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification n'est pas prévue au marché. Ces travaux ne pourront être engagés que sur ordre de service visé du maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre. L'ordre de service devra indiquer la nature des travaux envisagés et le montant prévisionnel de la dépense en précisant l'incidence de ce montant sur le montant global du marché.

Dans le cas de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, cet ordre de service et les prix nouveaux sont établis conformément à l'article 13 du CCAG Travaux.

III.2.d.ii. Modification du montant contractuel du marché

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 14.4 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu d'aviser, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, trente jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel. Cette information préalable s'applique également en cas de prévision de travaux supplémentaires entraînant le dépassement du montant contractuel du marché.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, le titulaire n'a pas le droit à être indemnisé en cas d'augmentation du montant des travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu d'arrêter les travaux dès que le montant contractuel est atteint, qu'il ait reçu ou non, l'ordre de service mentionné à l'article 14.4.2 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'a pas le droit à être indemnisé en cas de diminution du montant des travaux.

Par dérogation à l'article 16.2, le titulaire n'a pas le droit à être indemnisé en cas de changement dans l'importance de certaines natures d'ouvrages, qu'il ait reçu ou non, l'ordre de service mentionné aux articles 1 16.3 du CCAG Travaux.

III.2.e. Travaux en dépenses contrôlées

Sans objet.

III.2.f. Travaux en régie

Il n'y a pas de travaux en régie.

III.2.g. Règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés sur papier à entête de l'entreprise.

Les modalités de règlement des comptes seront conformes à l'article 12 du CCAG Travaux.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues en principal en exécution du marché est fixé à trente (30) jours.

III.2.h. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, tout retard dans le paiement des sommes dues ouvrira droit automatiquement, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires calculés sur les sommes restantes dues et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€. Le taux des intérêts moratoires est celui du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage (en vigueur au 1er jour du semestre).

III.2.i. Prestations comportant un délai important de fabrication et de stockage

Sans objet.

III.2.j. Approvisionnement

Sans objet.

III.3. Variation des prix

III.3.a. Variation des conditions économiques

Selon les stipulations de l'article III.3 de l'acte d'engagement :

- Les prix sont des prix **révisables** ;
- Les modalités de révision sont fixées au iii.3.4 et iii.3.5 ci-après ;
- Les index et indices de référence à utiliser pour le calcul de la variation des prix sont précisés à l'article iii.4 de l'acte d'engagement.

III.3.b. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois incluant la date limite de la remise des offres, ce mois est appelé "mois zéro" (mois m0). Il est précisé à l'article III.3 de l'acte d'engagement.

III.3.c. Index de référence

Le ou les index de référence « I » choisis en raison de sa (leur) structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont précisés à l'article III.4 de l'acte d'engagement.

La réglementation visant la répercussion des variations de prix dans le règlement des travaux étant d'ordre public, il sera tenu compte des dispositions réglementaires modifiant ou complétant les stipulations de l'article III.3.4 ou III.3.5 suivants lors de l'établissement et du contrôle des décomptes.

III.3.d. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de la part de l'acompte du mois « n » est donné par la formule suivant :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times I_n / I_0$$

où I_n et I_0 sont les valeurs de l'indice de référence « I » du lot considéré pris respectivement au mois (n) et mois zéro.

Le coefficient " C_n " sera appliqué sur le montant des travaux exécutés au cours du mois d'exécution "n" estimé à valeur du mois "mo", suivant constat accepté ou rendu définitif.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG Travaux, le coefficient " C_n " est arrondi au millième supérieur. En complément à l'article 10.5 du CCAG Travaux, l'arrondi s'applique à l'ensemble de la formule.

III.3.e. Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

III.3.f. Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur. Ils feront apparaître le montant de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants dans les conditions édictées par la réglementation en vigueur.

III.4. Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L2192-1 à L2192-4 du Code de la commande publique, les titulaires doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il est à noter que le type de formulaire est à choisir en fonction des types de documents transmis. Les opérateurs sont invités à se tenir informés des différentes mises à jour de Chorus Pro.

III.5. Paiement des sous-traitants

III.5.a. Déclaration d'un sous-traitant après la notification du marché

La déclaration de sous-traitance devra indiquer, en plus de toutes les informations mentionnées aux articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la Commande Publique, les capacités professionnelles (qui devront être au moins équivalentes aux qualifications correspondant à la nature et au degré de difficulté des travaux sous-traités) et financières du sous-traitant proposé.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments nécessaires à la désignation du sous-traitant et de ces conditions de paiement.

III.5.b. Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R2193-16 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant dépose sa demande de paiement de façon dématérialisée sur le portail public de facturation Chorus Pro, à partir de l'espace « Factures de travaux ».

Le sous-traitant prendra soin de sélectionner le cadre de facturation suivant :

A10 : Dépôt par un sous-traitant de la demande de paiement dans le cadre d'un marché de travaux

Le sous-traitant identifiera également le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage suivant les modalités mentionnées à l'article III.6.1 du présent CCAP.

Le titulaire dispose alors de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail public de facturation.

Pour permettre le paiement du sous-traitant, le titulaire transmet, via le portail de facturation utilisé par l'acheteur, le projet de décompte mensuel et l'attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

III.6. Forme particulière de la remise des projets de décomptes

III.6.a. Projets de décomptes mensuels

La prise en compte du premier projet de décompte mensuel est assujettie à la fourniture du dossier photographique montrant les ouvrages avant travaux.

- » Validation par l'OPC de l'avancement des entreprises sur chantier pour le 15 de chaque mois ;
- » Transmission des projets de décomptes mensuels à l'économiste et à l'OPC pour le 20 de chaque mois ;
- » Édition et retours aux entreprises des certificats de paiements sous 10 jours ;
- » Transmission au maître d'ouvrage pour déclaration de service fait avant dépôt sur Chorus par l'entreprise.

Le titulaire déposera les projets de décompte mensuels dématérialisés avec les certificats de paiement du maître d'œuvre sur le portail public de facturation Chorus Pro depuis l'espace « Factures de travaux », en prenant soin de sélectionner le cadre de facturation suivant :

A4 : Dépôt par un fournisseur d'un projet de décompte mensuel

Le titulaire identifiera également le maître d'ouvrage en tant que destinataire au moment du choix du cadre de facturation :

	NOM	IDENTIFIANT
Maître d'ouvrage (destinataire)	Musée national de la Renaissance – Château d'Écouen	16004612400014

Les projets de décompte seront libellés au nom du maître d'ouvrage.

En tout état de cause, le montant maximum des sommes réglées à l'entreprise sur décompte mensuel ne pourra excéder 95% du montant contractuel des travaux tel que défini à l'article 15.1 du CCAG travaux. Pour les marchés à tranches, cette disposition est applicable à chaque tranche du marché. Ceci que le marché soit au BPU ou une DPGF.

III.6.b. Projet de décompte final

Le titulaire déposera son projet de décompte final dématérialisé sur le portail public de facturation Chorus Pro depuis l'espace « Factures de travaux », en prenant soin de sélectionner le cadre de facturation suivant :

A7 : Dépôt par un fournisseur d'un projet de décompte final

IV. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

IV.1. Délais d'exécution des travaux

IV.1.a. Délai global et calendrier prévisionnel

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux tous corps d'état est fixé dans l'article IV de l'acte d'engagement. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai global d'exécution.

La date de départ du délai global d'exécution est fixée par un ordre de service au titulaire du lot principal. Cette date est portée à la connaissance des titulaires des différents lots.

Le délai global d'exécution des travaux est distinct du délai d'exécution du marché et ne comprend pas la période de préparation.

Un calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des lots est remis aux opérateurs économiques dans le cadre du dossier de consultation. Il est destiné à être remplacé par le calendrier détaillé d'exécution.

IV.1.b. Calendrier détaillé d'exécution

IV.1.b.i. Elaboration

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le pilote d'opération, après consultation des titulaires des autres lots de travaux ainsi que du maître d'œuvre et du coordonnateur S.P.S. dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution mentionné au IV.1.a.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages qui font l'objet des travaux. Il indique, en outre, pour chacun des lots la durée et la date probable de départ :

- Du délai d'exécution qui lui est propre ;
- Des délais correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par l'ensemble des titulaires et du maître d'œuvre, 10 (dix) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au VIII.1 ci-après, le calendrier général détaillé d'exécution est visé par le maître d'œuvre, puis notifié à l'entrepreneur par ordre de service par le maître d'œuvre. Une copie est adressée au maître d'ouvrage et au coordonnateur S.P.S.

IV.1.b.ii. Délai d'exécution

Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

IV.1.b.iii. Modification

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre et le pilote peuvent modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots.

IV.1.b.iv. Démarrage tardif

Pour chacun des marchés autres que celui relatif au lot intervenant le premier sur le chantier, le délai de 4 (quatre) mois prévu à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux est majoré de l'intervalle de temps résultant du calendrier détaillé d'exécution qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- Au lot intervenant le premier sur le chantier d'une part ;
- Au lot considéré d'autre part.

IV.1.b.v. Notification

Le calendrier détaillé d'exécution visé en IV.1.b.i, éventuellement modifié comme il est indiqué en IV.1.b.iii, est notifié par ordre de service aux titulaires des différents lots avec copie au maître d'ouvrage et au coordonnateur S.P.S.

IV.2. Prolongation des délais d'exécution

Conformément et selon les dispositions prévues à l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, le délai pourra être prolongé de la durée des empêchements de force majeure, des jours fériés ou chômés inhabituels, des jours de grève générale, d'une impossibilité technique à poursuivre les travaux, constatés par le Maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

IV.2.a. Intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 (cinq jours).

Par journée d'intempérie, il faut entendre les jours où les phénomènes naturels sont tels qu'ils nécessitent l'arrêt des travaux motivé par :

- Les risques pour la sécurité et/ou la santé des travailleurs et de l'environnement du chantier ;
- Les risques sur la bonne exécution et la pérennité des ouvrages en cours de réalisation ces jours-là.

Ces journées seront à justifier par le titulaire auprès du maître d'œuvre par :

- La production des relevés météo de la station la plus proche ;
- La démonstration qu'il n'était pas possible d'entreprendre d'autres ouvrages ne présentant pas de risques ce jour-là.

La prolongation des délais d'exécution des travaux sera effectuée, uniquement pour les marchés pour lesquels les travaux seront directement affectés par les phénomènes visés ci-dessus. En revanche, si le phénomène naturel n'est pas de nature à ralentir le planning normal d'avancement des travaux, aucune prolongation ne sera accordée (ex : pluie sans effet sur des travaux réalisés à l'intérieur d'un bâtiment).

IV.2.b. Congés payés

Les congés payés et les jours fériés étant prévisibles, ils seront compris dans le délai global d'exécution des travaux.

IV.3. Pénalités pour retard

IV.3.a. Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré

Il est fait application des dispositions visées à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux avec une pénalité minimale de 200 € (deux cents euros) par jour de retard dans l'achèvement des travaux par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux, pour autant que la responsabilité de l'entrepreneur soit établie.

De plus, en cas de dépassement de la durée des travaux par rapport au délai global du chantier, une indemnité est due par le titulaire. Celle-ci a pour objet de permettre au maître d'ouvrage de régler les honoraires supplémentaires dus aux prestations intellectuelles pour prolonger leur engagement dans les mêmes conditions économiques que celles prévues à leur contrat. Cette indemnité est calculée hebdomadairement sur la base de 450 € HT (quatre-cent cinquante euros) par semaine.

IV.3.b. Retard sur les délais particuliers correspondants aux interventions successives autre que la dernière

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre et porté au compte-rendu de chantier, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-après.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Ou le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot
- Ou le titulaire (bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai) a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des travaux des autres lots.

Elles seront cumulables avec les pénalités prévues à l'article IV.3.a.

Montant des retenues prévues : 1/1000ème du montant du marché HT sans être inférieur à 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard.

IV.3.c. Retard répété ou absence aux réunions de chantier

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, suite à convocation par le maître d'œuvre, une pénalité 100 € (cent euros) sera appliquée par absence.

En cas de retard répété aux convocations par le maître d'œuvre, il sera fait application de la règle suivante : trois retards valant une absence. Les pénalités seront appliquées en conséquence.

IV.3.d. Retard pour absence de levée des réserves

En cas de retard dans la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception du maître d'ouvrage, dans le seul cas prévu aux articles 41.4 et 41.5 du CCAG Travaux, une pénalité de 200 € (deux cents euros) sera appliquée par jour de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage applique cette pénalité sans mise en demeure préalable.

IV.3.e. Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, ces opérations seront faites au frais du titulaire, après mise en demeure, sans préjudice, en appliquant une pénalité de 300 € (trois cents euros) par jour de retard.

IV.4. Pénalités spécifiques

IV.4.a. Défaut de propreté

Le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 50 € (cinquante euros) HT par situation constatée.

La mise en régie sera prononcée sous un délai de 48 heures en cas de défaillance du titulaire, à ses frais et risques.

IV.4.b. Défaut du respect des consignes de sécurité

Le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS d'avoir à respecter les consignes de sécurité qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 200 € (deux cents euros) HT par infraction constatée. Ceci préalablement aux conditions édictées par l'article IV.7 suivant.

IV.5. Délais et retenues pour absence de remise de documents à fournir

IV.5.a. Documents à remettre avant exécution (PPSPS, plans d'exécution, notes de calcul et étude de détail)

En cas de retard dans la remise des documents cités ci-dessus ainsi qu'aux point VIII.1 et VIII.2 ci-après, le titulaire subira une pénalité de 1/1000ème du montant du marché sans être inférieure à 50 (cinquante) euros H.T. par jour sans mise en demeure préalable (par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux).

La non remise de ces documents fait obstacle au démarrage et au bon déroulement des travaux.

IV.5.b. Documents à remettre après exécution (DOE)

En cas de retard dans la remise des documents et plans prévus à l'article IX.5, une retenue pourra être opérée, dans les conditions indiquées à l'article 19.3 du CCAG Travaux, selon le tableau suivant. Au-delà de deux mois après la réception, et après mise en demeure préalable, cette retenue deviendra définitive si les documents n'ont pas été fournis.

LOTS	RETENUE POUR ATTACHEMENTS FIGURES	RETENUE POUR DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE	RETENUE POUR DOE
Tous les lots	2% du montant du marché sans être inférieur à 1.000 € HT (mille euros)	1% du montant du marché sans être inférieur à 500 € HT (cinq cents euros)	4% du montant du marché sans être inférieur à 2.000 € HT (deux mille euros)

IV.6. Panneau de chantier

Le maître d'œuvre transmet la maquette du panneau de chantier au titulaire après validation du maître d'ouvrage. Le titulaire dispose de 14 jours calendaires pour réaliser et poser le panneau de chantier.

En cas de retard dans la mise en place du panneau de chantier, une retenue égale à 300 euros (trois cents) euros sera opérée sur les sommes dues au titulaire du lot chargé de la prestation.

IV.7. Sanctions pour manquements vis-à-vis d'une obligation relative à la santé et la sécurité des travailleurs

En cas de manquement de la part du titulaire ou de son sous-traitant, d'une obligation concernant la santé et la sécurité des travailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure, les organismes ou administrations de contrôle.

V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET SURETES

V.1. Retenue de garantie - Cautionnement

Dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la commande publique, le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie de 5% du montant du marché.

Dans le cas où le titulaire est une petite et moyenne entreprise, le taux de cette retenue de garantie est de 3% du montant du marché.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande mais non par une caution personnelle et solidaire, conformément à l'article R 2191-36 du Code de la commande publique.

V.2. Avance obligatoire

Si les conditions visées à l'article R2191-3 du Code de la commande publique sont réunies, une avance sera versée au titulaire conformément aux indications portées dans l'acte d'engagement (article V.2).

Le taux de l'avance prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique est de 30 %.

Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai global de paiement de trente jours à compter de la transmission d'un projet de décompte correspondant sur la plateforme Chorus Pro et sous réserve, le cas échéant, de la transmission au maître d'ouvrage d'un justificatif de constitution d'une garantie à première demande.

Son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Conformément au 1° du 2ème alinéa de l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux de l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel, atteindra 65% (soixante-cinq pour cent) du montant initial du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% (quatre-vingts pour cent) du montant du marché.

Une avance est versée sur leur demande aux sous-traitants lorsque les conditions visées aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique sont réunies.

V.3. Avance facultative

Sans objet.

VI. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

VI.1. Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance et la qualité des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les autres stipulations sont conformes aux articles référents du CCAG Travaux.

VI.2. Mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunts

Sans objet.

VI.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et des produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG Travaux de génie civil concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont exécutées conformément aux dispositions de l'article 24.1 du CCAG Travaux.

VI.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction fournis par le maître d'ouvrage (matériaux en dépose et repose) et précise les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par le titulaire.

Ces opérations font l'objet d'une rémunération spéciale du titulaire sur les prix unitaires portés au bordereau des prix.

VII. IMPLANTATION DES OUVRAGES

VII.1. Piquetage général

Sans objet.

VII.2. Piquetage spécial des ouvrages à réaliser

Sans objet.

VIII. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

VIII.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation d'1 mois non comprise dans le délai global d'exécution de l'ensemble des lots. Elle commence à courir à compter de la date portée à l'ordre de service correspondant.

Le calendrier prévisionnel des travaux est joint au marché.

Il est procédé, au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 et 28.3 du CCAG Travaux, aux opérations suivantes :

- Élaboration par le pilote d'opération du calendrier détaillé d'exécution, à partir des calendriers de décomposition des tâches fournis par chaque entreprise ; ce calendrier sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et notifié par ordre de service à l'issue de la période de préparation ;
- Établissement par le titulaire du lot 1 – installations de chantier/démolitions/gros œuvre et présentation au visa du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et du maître d'ouvrage du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévu à l'article 28.2 du CCAG Travaux. Les travaux ne pourront pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et du maître d'ouvrage ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études des détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article VIII.2 ci-après ;
- Établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) avant le début des travaux. L'absence de remise du PPSPS fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux ;
- Réalisation d'une inspection commune avec le coordonnateur SPS. L'absence de réalisation de l'inspection commune fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur appelé à intervenir sur le chantier (titulaire, compris les différents membres en cas de groupement d'opérateurs économiques, sous-traitants).

Les conséquences entraînées par des modifications, proposées par l'entreprise et acceptées par le maître d'ouvrage, seront entièrement à la charge de l'entreprise qui aura proposé ces dernières à savoir :

- Établissement de tous les plans et notes correspondants à la solution proposée ;
- Délai d'établissement de la totalité des nouveaux plans s'intégrant dans la période de préparation ;
- Incidences éventuelles sur les prestations des autres lots.

De plus, dans cette hypothèse, l'accord préalable restera subordonné à l'accord technique définitif qui ne pourra être donné par les concepteurs qu'à la vue des notes de calculs et plans d'exécution des ouvrages concernés par cette modification.

VIII.2. Plans d'exécution – Notes de calcul – Études de détail

Le maître d'œuvre fournit au titulaire les plans de principe d'exécution et les contraintes appliquées aux travaux.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis en un exemplaire numérique doublé d'un exemplaire papier à l'échelle, par le titulaire et soumis avec les notes de calcul correspondantes au visa du maître d'œuvre, une copie de cette communication est remise au maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre, contrôleur technique, bureau d'études etc. doit les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 (quinze) jours après leur réception, dûment datés et signés avec copie au maître d'ouvrage.

VIII.3. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salariés par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier sera conforme à la législation en vigueur. Les indications à ce sujet peuvent être recueillies à la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités (DDETS).

VIII.4. Organisation des mesures particulières concernant la santé et la protection de la santé

Les conditions sont réunies pour la mise en place d'un plan général de coordination (PGC) sous la responsabilité d'un coordonnateur SPS dans les cas suivants :

- Le chantier est organisé pour se dérouler avec plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses ;
- Et
- L'effectif prévisionnel des travailleurs doit dépasser 20 travailleurs à un moment quelconque des travaux et la durée doit excéder 30 jours ou le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes jour (montant supérieur à 180 000 euros environ) ;

Ou

- Nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs travaux inscrit sur la liste des travaux comportant des risques particuliers.

VIII.4.a. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

VIII.4.b. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, coactivité excessive etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer ce danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres ;
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination ;
- Démarrage des travaux : le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

VIII.4.c. Moyens donnés au coordonnateur SPS

VIII.4.c.i. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

VIII.4.c.ii. Obligations du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et aux études d'exécution ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- Le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

VIII.4.d. Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Sans objet.

VIII.5. Organisation et sécurité du chantier

Le titulaire prendra connaissance de la notice d'organisation du chantier figurant en annexe 2 du CCAP. Cette notice lie l'entreprise pour toute la durée du chantier.

VIII.6. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, pour les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux telles que l'occupation temporaire du domaine public, permission de voirie, le titulaire en fera son affaire auprès de l'autorité administrative compétente.

IX. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

IX.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés par application d'un prix de bordereau, s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

En complément au 2ème alinéa de l'article 38 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage devra approuver les essais ou contrôles et leurs coûts avant exécution.

IX.2. Réception

La réception se déroule selon dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux.

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des lots considérés, elle prend effet à la date de cet achèvement.

IX.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

IX.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

IX.5. Documents fournis après exécution

Le titulaire est tenu de remettre la totalité des documents, plans et prestations dus après l'exécution des travaux au maître d'œuvre sur un support numérique à convenir avec le maître d'ouvrage au plus tard lorsque ce dernier demande la réception.

En complément à l'article 40.1 du CCAG Travaux, ces documents sont également transmis en quatre exemplaires papier.

En complément à l'article 40.2 du CCAG Travaux, le DOE comprendra également les documents nécessaires à l'établissement du dossier documentaire des ouvrages exécutés (DDOE) par le maître d'œuvre mentionnés à l'article R 621-17 du code du patrimoine. Ces documents sont également à fournir pour les immeubles inscrits au titre des monuments historiques à la demande du maître d'ouvrage.

Le détail des informations à faire apparaître dans le dossier des ouvrages exécutés (DOE) est listé dans les CCTP. Le titulaire s'y référera et s'y tiendra.

IX.6. Délais de garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière autre que celles figurant dans le CCAG Travaux.

IX.7. Garanties particulières

Sans objet.

IX.8. Assurances

IX.8.a. Responsabilités

En complément de l'article 8 du CCAG Travaux, le titulaire devra être titulaire d'une garantie spéciale précisée par sa compagnie d'assurance pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes DTU et règles de calcul actuelles. Ces ouvrages concernent en particulier l'emploi et la mise en œuvre de matériaux traditionnels (plâtre, chaux, pierre, tuiles...) et de matériaux de récupération fournis ou non par l'entreprise.

IX.8.b. Assurance des travaux

Sans objet.

IX.9. Contrôle technique réglementaire

Sans objet.

IX.10. Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles 50 et 51 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra également mettre fin au marché sans indemnité et à tout moment par décision de résiliation pour motif d'intérêt général.

IX.11. Possibilité de recours ultérieur à des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au présent marché. Il peut alors être conclu un nouveau marché avec le titulaire du présent marché. La durée pendant laquelle le nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

X. DEVELOPPEMENT DURABLE

X.1. Clause d'insertion sociale

Sans objet.

X.2. Clause environnementale générale

Sans objet.

XI. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents généraux.

Articles référents au présent CCAP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé	
II	4.1	Pièces constitutives du marché
III.2.d.ii	14.3	Absence d'indemnisation en cas d'augmentation du montant des travaux
III.2.d.ii	14.4.3	Arrêt des travaux dès le montant contractuel atteint
III.2.d.ii	15.1	Absence d'indemnisation en cas de diminution du montant des travaux
III.2.d.ii	16.2	Absence d'indemnisation en cas de changement dans l'importance de certaines natures d'ouvrages
IV.3.d	19.2.4	Pénalités sans mise en demeure préalable
IV.5.a	52.1	Pénalités sans mise en demeure préalable
VIII.1	28.1	Période de préparation raccourcie à 25 jours
VIII.1	28.1	Durée de la période de préparation non comprise dans le délai global d'exécution de l'ensemble des lots
VIII.5	31.3	Autorisations administratives à la charge de l'entrepreneur
IX.2	41.1 à 41.3	Réception

Lu et accepté
Le titulaire